

DECRET D'APPLICATION DE LA LOI MACRON SUR L'ENSEIGNEMENT DE LA CONDUITE

Le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, soit le 26 novembre 2015, à l'exception de sa disposition modifiant les conditions permettant la gestion d'une école de conduite, qui s'applique à compter du 1er juillet 2016.

SOMMAIRE

- I- RESUME ET COMMENTAIRES
- II- DETAILS DES MODIFICATIONS DU CODE DE LA ROUTE
(ARTICLE PAR ARTICLE) :

- ✚ FIN DE L'OBLIGATION DE FORMATION POUR LES ACCOMPAGNATEURS - Page 3
- ✚ CONDUITE SUPERVISEE : fin des 1000kms, des 3 mois obligatoires et du second rvp - Page 4
- ✚ STAGES DE SENSIBILISATION A LA SR – Page 5
- ✚ SUPPRESSION DE L'AVIS DE LA CDSR POUR LES AGREMENTS – Page 6
- ✚ SUPPRESSION DE LA FORMATION EN GESTION POUR GERER UN EECSR – Page 7 et 8
- ✚ FIN DE L'OBLIGATION DE FORMATION POUR LES ACCOMPAGNATEURS (SUITE...) – Page 9
- ✚ SUPPRESSION DE L'AVIS DE LA CDSR POUR LES AGREMENTS (SUITE...) – Page 10

I- RESUME ET COMMENTAIRES

1- Suppression de la formation obligatoire de l'accompagnateur à titre non-onéreux.

Il suffit désormais d'avoir son PC depuis minimum 5 ans sans interruption. A noter : cette disposition s'applique à tous, donc aussi aux IPCSR et DPCSR.

Les auto-écoles de type Ornkar qui louent un véhicules et mettent à disposition gratuitement un accompagnateur voit ainsi leurs contraintes réduites.

2- Conduite supervisée : fin des 3000kms, des 3 mois et du RVP

Si nous pouvons nous féliciter que sous l'impulsion du SNICA-FO, les verrous de la conduite supervisée soient en partie supprimés, il n'en reste pas moins que la CS reste à l'heure actuelle une option qui doit être proposée... mais qui n'est pas automatique comme le revendique le SNICA-FO. L'Administration passe ainsi à côté d'un levier important pour l'acquisition d'expérience des futurs conducteurs. Pour rappel, le SNICA-FO préconisait également d'abaisser l'âge minimum de la CS à 17,5 ans, puisque les élèves en AAC peuvent passer leur examen à partir de cet âge. Cette proposition n'a donc pas été retenue.

3- La liste des délits prévus dans le code de la route en ce qui concerne l'apprentissage de la conduite à titre onéreux s'appliquent désormais aussi à l'animation de stage de sensibilisation à la sécurité routière (Ex : défaut d'agrément ou d'autorisation administrative).

4- Suppression de l'avis de la commission départementale de sécurité routière (CDSR) pour les agréments.

5- Suppression de la formation « gestion » pour gérer un EECSR.

Cette disposition entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2016. Elle n'a pas d'effet rétroactif : les exploitants ayant suivi cette formation avant cette date restent considérés comme aptes à gérer un établissement.

Le gérant devra désormais être titulaire :

- ✚ Soit d'un certificat de qualification professionnelle délivré par la branche professionnelle des services de l'automobile.
- ✚ Soit d'un diplôme d'un titre équivalent BAC+2 juridique, économique, comptable ou commercial (ou d'un diplôme étranger d'un niveau comparable).
- ✚ Soit d'une qualification professionnelle déjà détenue dans un pays tiers.

II- DETAILS DES MODIFICATIONS DU CODE DE LA ROUTE

FIN DE L'OBLIGATION DE FORMATION POUR LES ACCOMPAGNATEURS

Article R211-3

Pour apprendre à conduire un véhicule à moteur sur une voie ouverte à la circulation publique, en vue de l'obtention du permis de conduire, il faut :

1° Etre âgé de seize ans minimum, ou de quinze ans dans le cadre de l'apprentissage dit anticipé de la conduite mentionné à l'article R. 211-5 ;

2° Etre détenteur d'un livret d'apprentissage établi dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière, et précisant les objectifs et la progressivité de la formation ;

3° Etre détenteur du formulaire de la demande de permis de conduire validée par le préfet du département dans lequel cette demande a été déposée, ou d'un récépissé du dépôt de la demande pour la catégorie B du permis de conduire délivré par le préfet pour une durée maximale de deux mois, dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière ;

4° Etre, durant l'apprentissage, sous la surveillance constante et directe d'un enseignant, titulaire de l'autorisation d'enseigner la conduite des véhicules à moteur mentionnée aux articles [L. 212-1](#) et [R. 212-1](#) correspondant à la catégorie du véhicule utilisé, ou d'un accompagnateur titulaire, depuis au moins cinq ans sans interruption, du permis de conduire correspondant à la catégorie du véhicule utilisée. ~~L'accompagnateur doit avoir suivi, dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière, une formation spécifique le préparant à assurer cette fonction et à utiliser, dans de bonnes conditions, les dispositifs de double commande dont doit être équipé le véhicule conformément aux dispositions mentionnées à l'article [R. 317-25](#). Toutefois, cette obligation de formation spécifique ne s'applique pas à l'accompagnateur exerçant cette fonction pendant les périodes dites d'apprentissage anticipé de la conduite, de conduite supervisée ou de conduite encadrée, mentionnées aux articles [R. 211-5](#), [R. 211-5-1](#) et [R. 211-5-2](#) ;~~

CONDUITE SUPERVISEE : FIN DES 1000KMS, DES 3 MOIS OBLIGATOIRES ET DU SECOND RVP

Article R211-5-1

Tout élève conducteur, inscrit dans un établissement ou une association agréés au titre de [l'article L. 213-1 ou L. 213-7](#) pour suivre une formation à la conduite des véhicules de la catégorie B, peut, après la validation de la formation initiale, accéder à une période d'apprentissage en conduite dite supervisée par un accompagnateur titulaire depuis au moins cinq ans sans interruption du permis de conduire de la catégorie B.

La formation initiale est validée si l'élève conducteur a réussi l'épreuve théorique générale de l'examen du permis de conduire ou est titulaire d'une catégorie du permis de conduire obtenue depuis cinq ans au plus, et s'il a réussi l'évaluation réalisée par l'enseignant de la conduite à la fin de cette période.

La période d'apprentissage en conduite supervisée est accessible à partir de l'âge de dix-huit ans. Elle commence par un rendez-vous pédagogique préalable entre l'enseignant de la conduite, l'accompagnateur et l'élève conducteur.

~~Au cours de cette période, l'élève doit participer à au moins un autre rendez-vous pédagogique et parcourir une distance minimale pendant une durée minimale, précisées par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.~~

Les conditions dans lesquelles les établissements d'enseignement de la conduite ~~peuvent proposer et encadrer~~ **proposent et encadrent** une phase de conduite supervisée sont fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

STAGES DE SENSIBILISATION A LA SR

Article R. 212-4

VI.-Délits prévus par le code de la route :

-délit de fuite, refus d'obtempérer à une sommation d'arrêt, refus d'obtempérer aggravé par la mise en danger d'autrui, refus de se soumettre aux vérifications concernant son véhicule ou sa personne, conduite ou accompagnement sous l'empire d'un état alcoolique ou en état d'ivresse, refus de se soumettre aux vérifications destinées à établir la preuve de l'état alcoolique, conduite ou accompagnement sous l'influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants, refus de se soumettre aux vérifications destinées à établir la preuve de la conduite sous l'influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants (art. [L. 231-1](#), [L. 233-1](#), [L. 233-1-1](#), [L. 233-2](#), [L. 234-1](#), [L. 234-8](#), [L. 235-1](#) et [L. 235-3](#)) ;

-entrave volontaire à la circulation (art. [L. 412-1](#)) ;

-usage d'une fausse plaque d'immatriculation, circulation sans plaque d'immatriculation, mise en circulation d'un véhicule muni de plaques inexactes, usurpation de plaques, modification du dispositif de limitation de vitesse par construction des véhicules de transports routiers, absence à bord du véhicule du transport routier de certains documents, destruction ou détournement d'un véhicule confisqué (art. [L. 234-12](#) (III), [L. 317-1](#) à [L. 317-4](#), [L. 317-4-1](#) et [L. 3242-1 du code des transports](#)) ;

-conduite d'un véhicule sans être titulaire du permis de conduire correspondant à la catégorie du véhicule considéré, conduite d'un véhicule malgré la rétention, l'invalidation, la suspension ou l'annulation du permis de conduire (art. [L. 221-2](#), [L. 223-5](#) et [L. 224-16](#)) ;

-enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur **ou animation d'un stage de sensibilisation à la sécurité routière** sans autorisation ou en violation d'une mesure de suspension (art. [L. 212-4](#)) ;

-exploitation d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ou de formation des candidats pour l'exercice de la profession d'enseignant **ou d'un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière** sans l'agrément ou en violation d'une mesure provisoire de suspension (art. [L. 213-6](#)) ;

-emploi d'un enseignant ~~non titulaire de l'autorisation d'enseigner~~ **ou d'un animateur non titulaire de l'autorisation prévue à l'article L. 212-1** (art. [L. 213-6](#)) ;

-usage du nom d'une personne pour enregistrement, au nom de cette personne, d'une condamnation judiciaire ou d'une décision administrative (art. [L. 225-7](#) et [L. 330-6](#)) ;

-usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité pour obtenir des renseignements sur un conducteur (art. [L. 225-8](#) et [L. 330-7](#)).

-délits liés à l'offre ou à la commercialisation de dispositifs ayant pour objet d'augmenter la puissance du moteur d'un cyclomoteur, d'une motocyclette ou d'un quadricycle à moteur (art. [L. 317-5](#) à [L. 317-7](#)) ;

-délits liés à l'offre ou à la commercialisation par un professionnel d'un cyclomoteur, d'une motocyclette, d'un tricycle ou d'un quadricycle à moteur soumis à réception et non réceptionné ou qui n'est plus conforme à celle-ci (art. [L. 321-1](#) et [L. 321-2](#)) ;

-défaut d'assurance (art. [L. 324-2](#)) ;

-obstacle à une mesure d'immobilisation ou à un ordre d'envoi en fourrière (art. [L. 325-3-1](#)) ;

-organisation de courses de véhicules à moteur sans autorisation (art. [L. 411-7](#)) ;

-récidive de non-respect des distances de sécurité entre deux véhicules dans un tunnel (art. [L. 412-2](#)) ;

-grand excès de vitesse en récidive (art. [L. 413-1](#)) ;

-délits liés à l'offre ou à la commercialisation de dispositifs destinés à déceler la présence ou à perturber le fonctionnement des systèmes de constatation des infractions à la circulation routière (art. [L. 413-2](#) à [L. 413-5](#)).

SUPPRESSION DE L'AVIS DE LA CDSR POUR LES AGREMENTS

Article R. 213-1

Les agréments visés à l'article [L. 213-1](#) sont délivrés pour une durée de cinq ans par le préfet du lieu d'implantation de l'établissement, ~~après avis de la commission départementale de la sécurité routière.~~

Les agréments, ainsi que toutes les mesures affectant leur validité, sont inscrits dans un registre national qui est élaboré et tenu à jour dans les conditions prévues par la [loi n° 78-17](#) du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Lorsqu'un exploitant décède ou est dans l'incapacité d'exploiter l'établissement, suite à une incapacité physique ou une mise sous tutelle ou curatelle, le préfet qui a délivré l'agrément peut maintenir ce dernier, sans qu'il soit justifié de la qualification d'une autre personne, pendant une période maximale d'un an à compter du jour du décès ou de l'incapacité.

SUPPRESSION DE LA FORMATION EN GESTION POUR GERER UN EECSR

Article R213-2

I.-Pour les exploitants des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur d'une catégorie donnée et de la sécurité routière et pour les exploitants des établissements de formation des candidats à l'un des titres ou diplômes exigés pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite, l'agrément prévu à l'article [L. 213-1](#) est délivré aux personnes remplissant les conditions suivantes :

1° Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée par une juridiction française ou par une juridiction étrangère à une peine criminelle ou à une peine correctionnelle pour l'une des infractions prévues à l'article [R. 212-4](#) ;

2° Justifier de la capacité à gérer un établissement d'enseignement de la conduite :

~~- soit en étant titulaire d'un diplôme d'Etat ou d'un titre ou diplôme visé ou homologué de l'enseignement supérieur ou technologique d'un niveau égal ou supérieur au niveau III sanctionnant une formation juridique, économique, comptable ou commerciale ou d'un diplôme étranger d'un niveau comparable ;~~

~~- soit en justifiant d'une formation agréée, portant sur la gestion et l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite.~~

~~Un arrêté du ministre chargé de la sécurité routière précise le programme, la durée minimale ainsi que les conditions d'agrément de cette formation ;~~

2° Justifier de la capacité à gérer un tel établissement en étant titulaire :

- soit d'un diplôme d'Etat ou d'un titre ou diplôme visé ou homologué de l'enseignement supérieur ou technologique d'un niveau égal ou supérieur au niveau III sanctionnant une formation juridique, économique, comptable ou commerciale ou d'un diplôme étranger d'un niveau comparable ;

- soit du certificat de qualification professionnelle de la branche professionnelle des services de l'automobile reconnu par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière ;

- soit d'une qualification professionnelle satisfaisant aux conditions définies à l'article R. 213-2-1. »

Cette modification n'entre en vigueur que le 1er juillet 2016.

La formation agréée, portant sur la gestion et l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite, suivie avant cette date, en application de l'article R. 213-2 du code de la route dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 6 du présent décret, permet à son titulaire de justifier de sa capacité à gérer un établissement d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière.

3° Etre âgé d'au moins vingt-trois ans ;

4° (alinéa abrogé) ;

5° Justifier de garanties minimales concernant les moyens de formation de l'établissement. Ces garanties concernent les locaux, les véhicules, les moyens matériels et les modalités d'organisation de la formation ;

6° Justifier de la qualification des personnels enseignants :

-pour les établissements d'enseignement de la conduite, les enseignants doivent être titulaires de l'autorisation d'enseigner mentionnée à l'article [L. 212-1](#) pour assurer les prestations d'enseignement théorique et pratique ;

-pour les établissements de formation des candidats à l'un des titres ou diplômes exigés pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, les personnels enseignants doivent satisfaire à des conditions particulières fixées par un arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Dans chacun de ces établissements un directeur pédagogique est désigné. Il organise et encadre effectivement la formation. Ce directeur doit être titulaire du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs (BAFM). Nul ne peut être directeur pédagogique dans plus d'un établissement.

II.-Pour les personnes assurant l'exploitation effective d'au moins un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière mentionnés aux articles [L. 223-6](#) et [R. 223-5](#) et, le cas échéant, pour les personnes qu'elles désignent nommément pour l'encadrement administratif des stages, à l'exclusion des 5° et 6° pour ces dernières, l'agrément prévu à l'article L. 213-1 est délivré si celles-ci remplissent les conditions suivantes :

1° Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée par une juridiction française ou par une juridiction étrangère à une peine criminelle ou à une peine correctionnelle pour l'une des infractions prévues à l'article R. 212-4 ;

2° Justifier d'une formation initiale à la gestion technique et administrative d'un établissement agréé pour l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

3° Etre âgé d'au moins vingt-cinq ans ;

4° (alinéa abrogé)

5° Justifier des garanties minimales concernant les moyens de formation de l'établissement. Ces garanties concernent les locaux, les moyens matériels, les modalités d'organisation de la formation et, le cas échéant, les véhicules ;

6° Justifier de la qualification des personnels animateurs qui doivent être titulaires de l'autorisation mentionnée au II de l'article R. 212-2.

Les conditions fixées au présent article sont précisées par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

FIN DE L'OBLIGATION DE FORMATION POUR LES ACCOMPAGNATEURS (SUITE...)

Article R233-1

I.-Lorsque les dispositions du présent code l'exigent, tout conducteur ou, le cas échéant, tout accompagnateur d'un apprenti conducteur, est tenu de présenter à toute réquisition des agents de l'autorité compétente :

1° Tout titre justifiant de son autorisation de conduire ;

2° Le certificat d'immatriculation du véhicule et, le cas échéant, celui de la remorque si le poids total autorisé en charge (PTAC) de cette dernière excède 500 kilogrammes, ou de la semi-remorque s'il s'agit d'un véhicule articulé, ou les récépissés provisoires, ou les photocopies des certificats d'immatriculation dans les cas et dans les conditions prévues par un arrêté du ministre de la justice et du ministre de l'intérieur ;

~~3° Pour l'accompagnateur d'un apprenti conducteur assujéti à une obligation de formation, le permis de conduire de la catégorie exigée pour la conduite du véhicule, obtenu depuis au moins cinq ans, accompagné d'une attestation certifiant qu'il a suivi la formation spécifique prévue au 4° de l'article [R. 211-3](#).~~

~~Pour les titulaires d'une autorisation d'enseigner la conduite en cours de validité, les délégués et inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, en leur qualité d'accompagnateur à titre non onéreux, l'attestation délivrée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière ;~~

3° Pour l'accompagnateur d'un apprenti conducteur, le permis de conduire exigé pour la conduite du véhicule obtenu depuis au moins cinq ans ou l'autorisation d'enseigner la conduite des véhicules à moteur mentionnée aux articles [L. 212-1](#) et [R. 212-1](#) correspondant à la catégorie du véhicule utilisé ;

4° Dans les cas mentionnés aux II et III de [l'article R. 221-8](#), une attestation de la formation pratique ou le document attestant d'une expérience de la conduite conforme aux conditions prévues par ces dispositions ;

5° Les documents attestant de l'équipement du véhicule d'un dispositif homologué d'antidémarrage par éthylotest électronique et de la vérification de son fonctionnement, lorsque le conducteur :

a) A été condamné à une peine d'interdiction de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé par un professionnel agréé ou par construction d'un tel dispositif ; ou

b) Est soumis à l'obligation prévue au 4° bis de [l'article 41-2](#) du code de procédure pénale ;

6° Un éthylotest dans les conditions prévues à l'article [R. 234-7](#) ;

7° Le procès-verbal de contrôle technique périodique pour les véhicules mentionnés aux articles [R. 323-23](#) et [R. 323-25](#).

II.-En cas de perte ou de vol du titre justifiant de l'autorisation de conduire le récépissé de déclaration de perte ou de vol tient lieu de titre pendant un délai de deux mois au plus.

III.-Hors le cas prévu au 6° du I, le fait de ne pas présenter immédiatement aux agents de l'autorité compétente les éléments exigés par le présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe.

IV.-Le fait, pour toute personne invitée à justifier dans un délai de cinq jours de la possession de son brevet de sécurité routière, de ne pas présenter ce document avant l'expiration de ce délai est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

V.-Hors le cas prévu au 6° du I, le fait, pour toute personne invitée à justifier dans un délai de cinq jours de la possession des autorisations et pièces exigées par le présent article, de ne pas présenter ces documents avant l'expiration de ce délai est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

SUPPRESSION DE L'AVIS DE LA CDSR POUR LES AGREMENTS (SUITE...)

Article R411-10

I. - La commission départementale de la sécurité routière est consultée préalablement à toute décision prise en matière :

~~1° D'agrément d'exploitation d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur ;~~

~~2° D'agrément d'exploitation d'un établissement destiné à la formation de moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur ;~~

3° D'autorisation d'organisation de manifestations sportives, dans les conditions prévues aux articles [R. 331-11](#) et [R. 331-26](#) du code du sport ;

4° D'agrément des gardiens et des installations de fourrière ;

~~5° D'agrément des personnes et des organismes dispensant aux conducteurs responsables d'infractions la formation spécifique à la sécurité routière.~~

II. - La commission peut également être consultée sur tout autre sujet relatif à la sécurité routière, tel que :

- la mise en place d'itinéraires de déviation pour les poids lourds ;

- l'harmonisation des limitations de vitesse des véhicules sur les voies ouvertes à la circulation publique.

Novembre 2015